

Le parc de logements franciliens face au risque de crue centennale 435 000 logements exposés aux conséquences d'une inondation par débordement en Île-de-France dont près de 120 000 seraient inondés

L'IAU îdF publie aujourd'hui la *Note Rapide* n° 634 « *Exposition du parc de logements franciliens en zone inondable* ».

Si le système des ouvrages de protections développé par la ville de Paris peut théoriquement protéger d'une inondation par débordement jusqu'au niveau de la crue de 1910, le reste de l'agglomération centrale apparaît beaucoup plus vulnérable. Val-de-Marne et Hauts-de-Seine sont les territoires les plus sensibles.

8% du parc francilien de logements exposés aux inondations

Près de 435 000 logements (environ 8 %) sont potentiellement exposés aux inondations par débordement, situés dans les lits majeurs de la Seine (81 %) et de la Marne (15%).

Près de 850 000 personnes sont concernées. 82% de logements d'habitat collectif et 77 000 résidences individuelles. 78 % des logements potentiellement exposés sont en petite couronne : le **Val de Marne** est en tête (+ de 123 000 logements en zone inondable), suivi de **Paris** (107 700) et des **Hauts-de-Seine** (94 450). En grande couronne, la Seine-et-Marne et l'Essonne (+ de 36 000), sont les plus concernés.

Le niveau de montée des eaux et la durée de la crue : variables essentielles de la vulnérabilité

Au-delà du nombre, c'est aussi l'exposition aux hauteurs d'eaux qui permet d'apprécier la vulnérabilité du parc.

Plus de 48 % des logements en zone inondable (205 000) sont exposés à des niveaux forts (entre 1 et 2 mètres), à très forts (< 2 mètres) pour une inondation d'occurrence centennale.

Par ailleurs, une crue centennale se caractériserait par plusieurs semaines d'inondations sur les secteurs les plus exposés. Pour nombre d'éléments de construction, plus de 3 jours d'immersion occasionne une probabilité de dommages de 100 %.

Le coût d'une crue centennale : entre 17 et 20 milliards d'euros

Le coût d'une inondation majeure en Ile-de-France est aujourd'hui estimé entre 17 et 20 milliards d'euros pour les dommages directs, pour moitié imputé à l'habitat. A l'échelle d'une agglomération de 10 millions d'habitants, la multiplication des enjeux complique considérablement une gestion de crise.

Pourtant une construction en zone inondable en progression constante

Depuis le début des années 1980, plus de 100 000 logements ont été construits en zone inondable en Ile-de-France, à 85 % dans de l'habitat collectif.

Quelques pistes d'actions : sensibiliser bailleurs sociaux et populations

Si les constructions réalisées au cours de la dernière décennie sont moins vulnérables à une crue majeure, le parc existant est globalement inadapté au passage d'une crue. Certaines actions peuvent limiter les coûts pour les propriétaires privés ou la collectivité.

- **La mobilisation des grands bailleurs sociaux** : au moins 20 % des logements appartient au parc HLM ; dans plusieurs communes de la proche couronne ce taux dépasse les 40 %. L'importance des enjeux, mais aussi la fragilité des populations concernées pourraient justifier l'intervention des bailleurs sociaux.
- **A l'échelle individuelle** : connaître sa situation en zone à risques devrait permettre d'anticiper les conséquences d'une inondation majeure et il s'agit d'un phénomène lent. Cette culture du risque fait défaut, constat partagé par les acteurs de la gestion des risques en Ile-de-France, et devrait constituer l'un des principaux axes d'actions.

L'intégralité de la *Note Rapide* est disponible ici :

<http://www.iau-idf.fr/detail/etude/logement-quelle-exposition-du-parc-francilien-en-zone-inondable.html>

Rappel méthodologique : un croisement nouveau de données à la parcelle

Alors que doit s'engager l'élaboration des stratégies locales à l'échelle des « territoires à risques importants » (TRI), l'exploitation des fichiers fonciers du ministère des Finances fournit de nombreuses informations descriptives localisées à la parcelle sur la propriété bâtie et non bâtie. Le croisement de ces données disponibles pour toutes les surfaces cadastrées - soit 95 % de l'Île-de-France - avec la cartographie des zones inondables, permet de tirer de nombreux enseignements sur l'exposition et la vulnérabilité du parc de logements franciliens aux risques d'inondations.